

## PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE,  
DE L'ENVIRONNEMENT ET DES FINANCES

SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CADRE DE VIE

☎ : 02 32 76 53 95

☎ : 02 32 76 54 60

ROUEN, le - 8 JUIN 2004

LE PREFET  
De la Région de Haute-Normandie  
Préfet de la Seine-Maritime  
Officier de la Légion d'Honneur

### ARRETE

#### EMT COMPOSANT CAUDEBEC LES ELBEUF

Objet : Prescriptions complémentaires

#### VU :

Le code de l'environnement et notamment ses articles L. 511.1 et suivants,

Le décret 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,

Les arrêtés préfectoraux des 19 janvier 1994, 25 novembre 1994 et 18 février 2003 réglementant le site EMT COMPOSANT à CAUDEBEC LES ELBEUF,

La demande du 16 février 2004 par laquelle la société EMT COMPOSANT a sollicité l'autorisation de mettre en service une nouvelle chaîne de dégraissage sur son site de CAUDEBEC LES ELBEUF,

Le rapport de l'inspection des installations classées du 25 mars 2004,

L'avis favorable du conseil départemental d'hygiène du 11 mai 2004,

#### CONSIDERANT:

Que les activités exercées par la société EMT COMPOSANT à CAUDEBEC LES ELBEUF sont dûment réglementées au regard de la législation sur les installations classées,

Que pour répondre à une demande de la clientèle, l'exploitant a sollicité l'autorisation de mettre en service une nouvelle chaîne de dégraissage,

Que cette unité ne modifie ni le classement du site ni les impacts et dangers,

Qu'il y a lieu en conséquence de permettre la mise en service de cette nouvelle installation dans les formes prescrites par l'article 20 du décret précité du 21 septembre 1977 modifié,

## ARRETE

### Article 1 :

La société EMT COMPOSANT est tenue de respecter les prescriptions annexées au présent arrêté pour l'exploitation d'une nouvelle chaîne de dégraissage sur son site de CAUDEBEC LES ELBEUF, rue Lesage Maille.

En outre l'exploitant devra se conformer strictement aux dispositions édictées par le livre II (titre III) – parties législatives et réglementaires – du code du travail, et aux textes pris pour son application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

### Article 2 :

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'établissement, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution. Par ailleurs, ce même arrêté devra être affiché en permanence de façon visible à l'intérieur du site.

### Article 3 :

L'établissement demeurera d'ailleurs soumis à la surveillance de la police, de l'inspection des installations classées et de l'inspection du travail, des services incendie et secours ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaires d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques.

### Article 4 :

En cas de contraventions dûment constatées aux dispositions qui précèdent, l'exploitant pourra faire l'objet, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par la législation sur les installations classées. Sauf le cas de force majeure, le présent arrêté cessera de produire effet si l'unité n'est pas mise en service dans les trois ans ou si elle n'est pas exploitée pendant deux années consécutives.

### Article 5 :

Au cas où la société serait amenée à céder son exploitation, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration aux services préfectoraux dans le mois qui suit la prise en charge de l'activité.

S'il est mis un terme au fonctionnement de l'activité, l'exploitant est tenu d'en faire la déclaration au moins un mois avant la date de cessation, dans les formes prescrites par l'article 34.1 du décret susvisé du 21 septembre 1977 modifié.

### Article 6 :

Conformément à l'article L.514.6 du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant, le délai commençant à courir au jour où la présente décision a été notifiée et de quatre ans pour les tiers à compter de sa publication.

### Article 7 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

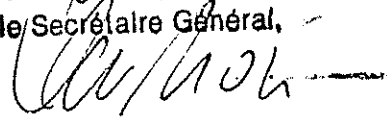
**Article 8 :**

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine Maritime, le maire de CAUDEBEC LES ELBEUF, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Haute Normandie, les inspecteurs des installations classées, le directeur départemental du travail et de l'emploi, les inspecteurs du travail, le directeur départemental des services incendie et secours, ainsi que tous agents habilités des services précités et toutes autorités de police et de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera affichée pendant une durée minimum d'un mois à la porte de la mairie de CAUDEBEC LES ELBEUF.

Un avis sera inséré aux frais de la société dans deux journaux d'annonces légales du département.

Rouen, le - 8 JUIN 2004

Le Préfet  
Pour le Préfet, et par délégation,  
le Secrétaire Général,



Claude MOREL

Vu pour être annexé à mon arrêté  
en date du : 17.8. JUIN. 2003.....

ROUEN, le : 18 JUIN 2003

LE PRÉFET,

Prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du pour le Préfet, et par délégation,

le Secrétaire Général,

EMT COMPOSANTS  
6, rue Lesage Maille  
76320 CAUDEBEC LES ELBEUF

Jean-Michel MOREL

## 1. OBJET

L'exploitant est tenu de respecter pour sa nouvelle chaîne de dégraissage les prescriptions indiquées au présent arrêté qui complètent celles afférentes aux arrêtés préfectoraux d'autorisation d'exploiter du 19 janvier 1994, du 25 novembre 1994 et du 18 février 2003

Les installations exploitées dans l'établissement visé en entête relèvent des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :

Rubrique	Nature des activités	Volume	Régime AS / A / D
2560-1	Métaux et alliages (travail mécanique des) : La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au développement de l'installation est : 1- supérieure à 500 kW.	Puissance totale : 860,6 kW.	A
2562 1	Bains de sels fondus (chauffage et traitements industriels par l'intermédiaire de) Le volume des bains étant : 1- supérieur à 500 l.	Bac de trempe : 2 400 litres. Bac de lavage : 2 300 litres. Volume total : 4 700 litres.	A
2565-2-a	Métaux et matières plastiques (Traitement des) pour le dégraissage, le décapage, la conversion, le polissage, la métallisation, etc., par voie électrolytique, chimique à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564 : 2- procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium). Le volume des cuves de traitement est supérieur à 1 500 l.	Atelier de zingage actuel : 41405 l.  Chaîne de peinture actuelle : - dégraissage alcalin : 3 000 litres. - Phosphatation : 4 000 litres. - Cataphorèse : 7 000 litres  Chaîne de dégraissage future : 5000 litres.  Volume total : 60 405 litres.	A
2920-2-b	Réfrigération ou compression (installation de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 105 Pa . 2- dans tous les autres cas. b- Puissance supérieure à 50 kW mais inférieure ou égale à 500 kW	Installation de compression : puissance absorbée : 330 kW  Installation de réfrigération . puissance absorbée : 20 kW  Puissance totale : 350 kW.	D
2925	Accumulateurs (Atelier de charge d') . La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération est supérieure à 10 kW.	Puissance maximale : 22 kW	D
2561	Métaux et alliages (trempe, recuit ou revenu).		D

Rubrique	Nature des activités	Volume	Régime AS / A / D
2575	Abrasives (Emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc , sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage : La puissance installée des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation est supérieure à 20 kW.	Puissance totale : 40 kW.	D
1131.2 c	Emploi ou stockage de substances et préparations toxiques liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure ou égale à 1 t mais inférieure à 10 t	Finilip 340 : 1 145 kg Correcteur aspect ADH01 . 57 kg Méthanol : 2 000 kg  Quantité totale : 3,202 tonnes.	D
2910-A-2	Combustion . A- Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, des gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, du fioul lourd ou de la biomasse . 2- Puissance supérieure à 2 MW mais inférieure à 20 MW.	<u>Installations actuelles :</u> - tunnel de cuisson fonctionnant au gaz . 0,6 MW, - chaudière au gaz : 1,9 MW  <u>Installations futures :</u> - chaudière au gaz : 0,2 MW, - une étuve au gaz : 0,150 MW.  Puissance thermique totale : 2,85 MW.	D
1173	Stockage et emploi de substances dangereuses pour l'environnement	<u>Installations actuelles :</u> - bain de zinc : 400 kg d'Oklane/ zinthium purifié (solide) - Chaîne de zingage : 1 145 kg de Finilip 340 (liquide).  <u>Installations futures :</u> Nouvelle ligne de dégraissage : 50 kg de Gardobond additive H7423 (liquide)  Quantité totale : 1,595 tonnes.	NC
1220	Oxygène (Emploi et stockage d') : La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation est inférieure ou égale à 2 t.	Quantité maximale : 31,8 kg.	NC
1418-3	Acétylène (Emploi et stockage de l') : La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 kg.	Quantité maximale : 21,2 kg.	NC
2661.1	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) : 1- par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, densification ,etc ), la quantité de matière susceptible d'être traitées étant inférieure à 1 t/j.	Quantité traitée : 35 kg/j.	NC

## **2. CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'AUTORISATION**

### **2.1. Conformité au dossier et modifications**

La nouvelle chaîne de dégraissage sera située, installée et exploitée conformément aux plans et documents du dossier déposé par la société dans le cadre de la modification de la chaîne initiale

Toute modification apportée par le demandeur, à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation accompagnés de l'avis du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail s'il existe.

### **2.2. Déclaration des incidents et accidents**

Les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés au Livre V, Titre 1<sup>er</sup> du code de l'environnement devront être déclarés dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées conformément aux dispositions de l'article 38 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977.

L'exploitant transmettra rapidement à l'inspection des installations classées un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y parer et celles mises en œuvre pour éviter qu'il ne se reproduise.

### **2.3. Prévention des dangers et nuisances**

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté devra être immédiatement porté à la connaissance du préfet par l'exploitant.

### **2.4. réglementation générale**

Les dispositions des textes ci-dessous, sont notamment applicables de façon générale à toutes les installations concernées par le fonctionnement de la nouvelle chaîne de dégraissage :

- décret n° 2002-540 du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets,
- arrêté du 25 juillet 1997 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2910.
- arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement,
- arrêté et circulaire du 28 janvier 1993 concernant la protection contre la foudre de certaines installations classées,
- circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées,
- arrêté du 26 septembre 1985 relatif aux ateliers de traitements de surface,

### 3. PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU

#### 3.1. Stockages

Tout récipient susceptible de contenir des produits liquides polluants doit être associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand récipient,
- 50 % de la capacité globale des récipients associés.

Pour les stockages en récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, le volume de rétention doit être au moins égal à :

- dans le cas de liquides inflammables (sauf les lubrifiants) à 50 % de la capacité totale des fûts ,
- dans les autres cas : 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les autres cas 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle là est inférieure à 800 l.

#### 3.2. Aménagement de la nouvelle chaîne de dégraissage

Le sol de l'atelier recevant la nouvelle chaîne de dégraissage doit être étanche, incombustible et équipé de façon à ce que les produits répandus accidentellement et tout écoulement puissent être drainés vers une capacité de rétention appropriée aux risques

La chaîne de dégraissage est disposée sur une rétention dont la capacité est conforme à l'article 3.1 du présent arrêté

La cuvette de rétention est munie d'un déclencheur d'alarme en point bas.

Les circuits de régulation thermique du bain de dégraissage sont construits conformément aux règles de l'Art. Les échangeurs de chaleur du bain de dégraissage sont en matériaux capables de résister à l'action chimique du bain

Le circuit de régulation thermique ne comprendra pas de circuits ouverts.

L'alimentation en eau de la chaîne de dégraissage est munie d'un dispositif susceptible d'arrêter promptement cette alimentation. Ce dispositif doit être proche de l'atelier, clairement reconnaissable et aisément accessible.

#### 3.3. Exploitation

L'atelier recevant la nouvelle chaîne de dégraissage doit être maintenu propre. Le bon état de l'ensemble des installations (cuves de traitement et leurs annexes, stockages, rétentions, canalisations, etc) est vérifié périodiquement par l'exploitant, notamment avant et après toute suspension d'activité de l'atelier supérieure à trois semaines et au moins une fois par an. Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et mis à la disposition de l'inspection des installations classées

#### 3.4. Traitement des effluents

Les effluents de la nouvelle chaîne de dégraissage doivent être traités par la station de détoxification de l'établissement avant d'être rejetés en Seine

#### 3.5. Rejets d'eaux résiduaires

Les normes de rejets des eaux résiduaires visées dans les arrêtés préfectoraux du 19 janvier 1994 et du 25 novembre 1994 sont inchangées

### 3.6. Limitation des débits d'effluents

Le débit maximum des effluents rejetés par l'atelier recevant la nouvelle chaîne de dégraissage est égal à 8 litres par mètre carré de surface traitée pour chaque fonction de rinçage

## 4. PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'AIR

Les rejets atmosphériques issus de la captation du bain de dégraissage doivent respecter les valeurs limites suivantes :

- acidité totale exprimée en H : 0,5 mg/Nm<sup>3</sup>,
- HF, exprimé en F : 5 mg/Nm<sup>3</sup>,
- Alcalins, exprimés en OH : 10 mg/Nm<sup>3</sup>,
- NOx, exprimés en NO<sub>2</sub> : 100 ppm,
- Débit : 6 000 m<sup>3</sup>/h.

Une mesure des rejets atmosphériques doit être réalisée dans un délai de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté et les résultats doivent être transmis à l'inspection des installations classées

## 5. DECHETS

Tous les déchets générés par l'exploitation de la nouvelle chaîne de dégraissage sont soumis aux dispositions du titre VI de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1994.

## 6. PREVENTION DES NUISANCES SONORES

La nouvelle chaîne de dégraissage doit être exploitée de manière à satisfaire aux dispositions du titre VII de l'arrêté préfectoral du 18 février 2003.

L'exploitant doit faire réaliser une mesure de niveaux d'émission sonore de son établissement en semaine, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, par une personne ou un organisme qualifié choisi aux emplacements 1 et 5 (rue Lesage Maille) de la dernière campagne du 13 juin 2001.

## 7. PRÉVENTION DES RISQUES

### 7.1. Désenfumage

L'évacuation des fumées en cas d'incendie dans des locaux de plus de 300 m<sup>2</sup> est assurée par un désenfumage naturel constitué, en partie haute et en partie basse du volume, d'une ou plusieurs ouvertures communiquant avec l'extérieur, de surfaces utiles respectives supérieures au 1/100<sup>ème</sup> de la surface au sol du local avec un minimum de 1 m<sup>2</sup>

Les commandes des dispositifs de désenfumage situés en partie haute et judicieusement réparties sont commodément accessibles (disposées à proximité des issues de secours) et peuvent être à déclenchement automatique.

### 7.2. Issues de secours et évacuation du personnel

Des issues de secours sont créées de telle sorte qu'il n'existe pas de cul-de-sac de plus de 10 m et que la distance à parcourir pour gagner un escalier ne soit pas supérieure à 40 m, le débouché de celui-ci devant s'effectuer à moins de 20 m d'une sortie de secours

Les portes doivent s'ouvrir vers l'extérieur et pouvoir être manœuvrées de l'intérieur en toutes circonstances

Les cheminements d'évacuation du personnel doivent être matérialisés et maintenus constamment dégagés



### **7.3. Interdiction de fumer**

L'interdiction de fumer ou d'approcher avec une flamme dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion doit être affichée.

### **7.4. Défense intérieure contre l'incendie**

Des extincteurs appropriés aux risques encourus et des R.I.A. sont implantés conformément aux règles en vigueur

### **7.5. Installations de combustion (chaudière et étuve)**

#### **7.5.1. Accessibilité**

Les installations doivent être accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.

Un espace suffisant doit être aménagé autour des appareils de combustion, des organes de réglage, de commande, de régulation, de contrôle et de sécurité pour permettre une exploitation normale des installations.

#### **7.5.2. Ventilation**

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour notamment éviter la formation d'une atmosphère explosible ou nocive

#### **7.5.3. Alimentation en gaz**

Les réseaux d'alimentation en gaz doivent être conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...) et repérées par les couleurs normalisées

Un dispositif de coupure manuelle, indépendant de tout équipement de régulation de débit, doit être placé à l'extérieur du bâtiment pour permettre d'interrompre l'alimentation en gaz des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, doit être placé :

- dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances,
- à l'extérieur et en aval du poste de livraison.

Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée

Le parcours des canalisations à l'intérieur des locaux où se trouvent les appareils de combustion est aussi réduit que possible. Par ailleurs, un organe de coupure rapide doit équiper chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci

#### **7.5.4. Contrôle de la combustion**

Les appareils de combustion sont équipés de dispositifs permettant, d'une part, de contrôler leur bon fonctionnement et, d'autre part, en cas de défaut, de mettre en sécurité l'appareil concerné et au besoin l'installation

La chaudière comporte un dispositif de contrôle de la flamme. Le défaut de son fonctionnement doit entraîner la mise en sécurité de l'appareil et l'arrêt de l'alimentation en gaz

### **7.5.5. Détection de gaz. Détection d'incendie**

Un dispositif de détection de gaz, déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, doit être mis en place dans les installations de combustion exploitées sans surveillance permanente ou bien implantées en sous-sol.

Ce dispositif doit couper l'arrivée du combustible et interrompre l'alimentation électrique à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion. Un dispositif de détection d'incendie doit équiper les installations de combustion.

L'emplacement des détecteurs est déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite et d'incendie. Leur situation est repérée sur un plan. Ils sont contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit.

## **8. DISPOSITIONS DIVERSES**

### **8.1. Contrôle**

L'inspection des installations classées pourra demander à tout moment la réalisation de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux ou de déchets ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores de l'installation. Les frais occasionnés seront à la charge de l'exploitant. Cette prescription est applicable à l'ensemble de l'établissement.

### **8.2. transfert - changement d'exploitant**

Tout transfert de l'installation sur un autre emplacement nécessitera une nouvelle demande d'autorisation.

En cas de changement d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

### **8.3. annulation - déchéance - cessation d'activité**

La présente autorisation cessera de produire effet au cas où l'installation n'aura pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

En cas de mise à l'arrêt définitif, l'exploitant doit en informer le préfet au moins trois mois avant la date d'arrêt.

Simultanément, l'exploitant doit adresser au préfet, un dossier comprenant :

- le plan à jour des emprises des installations mises à l'arrêt ,
- un mémoire sur l'état du site comprenant au moins :
  - les mesures prises en matière d'élimination de produits dangereux résiduels et déchets ;
  - les mesures envisagées ou prises pour la dépollution des eaux et sol éventuellement pollués ;
  - les mesures de surveillance qu'il s'engage à exercer après l'arrêt des installations

L'exploitant doit remettre le site de l'installation dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés au titre V du code de l'environnement.

## 9. ECHEANCIER

PARAGRAPHE	OBJET	DELA
4	Mesure des rejets atmosphériques	3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté
6	Mesure de niveaux d'émission sonore de l'établissement	1 mois à compter de la notification du présent arrêté